

« Législatives 2017, le collectif Alerte appelle les candidats à s'engager pour une société bienveillante, fraternelle et solidaire »**Réponse de : Guillaume GAROT**Candidat 1^{ère} circonscription de Mayenne,
Parti Socialiste

“

- Qu'observez-vous de spécifique sur votre circonscription en matière de situation de vie des personnes en précarité ?

Dans ma permanence, je reçois beaucoup de personnes en précarité. Les principaux problèmes : l'accès au travail, à la santé, et plus généralement à leurs droits.

Néanmoins, la grande précarité touche aujourd'hui des personnes étrangères, en attente de régularisation. Avec des difficultés d'hébergement et de logement parfois considérables.

Je suis en contact régulier avec les associations locales de solidarité, et de je m'attache à les soutenir dans leur engagement auprès des plus démunis.

- Considérez-vous la lutte contre la pauvreté comme une politique prioritaire de la prochaine mandature parlementaire ?

Oui, bien entendu. Ce qui signifie : préserver les moyens engagés par le Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale lancé par Jean-Marc Ayrault, et mettre ces politiques à l'abri de toute diminution des crédits publics. La lutte contre la pauvreté ne peut pas être une variable d'ajustement du nécessaire sérieux budgétaire.

- En tant que candidat aux élections législatives et futur parlementaire, soutiendrez-vous un projet ou une proposition de loi de programmation financière sur 5 ans, pour mettre en œuvre un plan ambitieux de lutte contre la pauvreté ?

Oui, la cohésion sociale de notre pays le commande. Mes convictions et mon engagement, depuis toujours, ont pour fondement la lutte contre les inégalités et les injustices. Député, je pèserai pour que les politiques publiques, en matière d'emploi, de santé, d'éducation, de logement, de culture, soient marquées du sceau de la justice, et intègrent nécessairement la lutte contre la pauvreté.

- Êtes-vous favorable aux propositions élaborées par le collectif ALERTE ?

Une politique ambitieuse de formation professionnelle et d'alternance (initiale et continue tout au long de la vie) : Oui, le Président Emmanuel Macron, a d'ailleurs proposé un plan d'investissement massif dans la formation. Il va de soi que la formation de ceux qui sont le plus éloignés de l'emploi devra figurer au rang des priorités.

Des investissements sociaux massifs dans la lutte contre l'isolement, pour la petite enfance, et dans le soutien à la parentalité : En effet, je constate comme vous, que ces champs de la vie sociale ont été trop peu approfondis, malgré les intentions affichées. Il faudra en effet cerner les problématiques, et trouver des réponses efficaces et pérennes. Des solutions, à l'échelle locale, seront sans doute nécessaires à mettre en œuvre. Ce qui signifie qu'on devra identifier des initiatives réussies, avant de généraliser les bonnes pratiques. État, collectivités locales, associations, auront à définir et mettre en œuvre une stratégie partagée, chacun dans sa responsabilité.

Une politique du logement qui permette de sortir des logiques d'hébergement, de lutter contre la précarité énergétique, de mieux utiliser le parc privé et de garantir l'accès au logement y compris pour les personnes les plus modestes : Oui, il faudra impérativement évaluer les politiques mises en œuvre depuis 5 ans, et surtout, poursuivre celles qui ont fait leurs preuves.

Une politique de santé accessible à tous sur tous les territoires urbains et ruraux:

À l'échelle d'un département comme la Mayenne, l'accès à la santé et à des soins de qualité est un enjeu majeur. Je soutiendrai toutes les initiatives, qui permettent tant pour la médecine de ville que pour le service public hospitalier, de garantir l'accès de tous à la santé.

- Souhaitez-vous échanger avec un membre du collectif ALERTE de la région ?

Je suis à votre disposition pour poursuivre ce dialogue et envisager les actions à conduire.

”